

## FRANCE

# L'affaire DSK risque de brouiller toutes les cartes pour 2012

**Hier matin, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Dominique Strauss-Kahn, a été inculpé à New York pour agression sexuelle, séquestration et tentative de viol. Celui qui était donné favori par la quasi-totalité des sondages, comme meilleur aux primaires socialistes s'il se présentait et plus encore comme devant l'emporter au deuxième tour face à Nicolas Sarkozy, vient de fait, par ces nouveaux ennuis judiciaires considérés comme très graves s'ils étaient avérés, de chambouler pour le moins tous les calculs gauche-droite qui se dessinaient pour la présidentielle. En attendant, la prudence est observée à gauche, y compris par ses éventuels adversaires aux primaires ; une partie de la droite se frotte les mains pendant que Marine Le Pen, qui risque de tirer le plus grand profit de cette inculpation, considère que DSK est déjà out.**

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Le Parti socialiste n'avait vraiment pas besoin de cet épisode gravissime dans la préparation de ses primaires en vue de la présidentielle, même si certains prétendants et concurrents de DSK, et ils sont nombreux, se frottent sûrement les mains : un de moins dans la course, et pas des moindres prétendants, celui donné, jusque-là, gagnant à tous les coups, celui que beaucoup présentaient comme devant enfin ramener le PS au pouvoir lors de la présidentielle de 2012. Mais quelle est donc cette tuile qui vient chambouler l'édifice,

déjà fragile, du Parti socialiste ? Les faits, qui auraient eu lieu samedi, se précisent dimanche : Dominique Strauss-Kahn a été inculpé d'agression sexuelle, de séquestration et de tentative de viol quelques heures après son arrestation à l'aéroport Kennedy de New York, après avoir été débarqué d'un vol Air France en partance sur Paris et juste quelques minutes avant le décollage, retardé d'ailleurs d'une vingtaine de minutes. L'inculpation de DSK fait suite, selon la police new-yorkaise, à la plainte d'une femme de

chambre du Sofitel, où il séjournait avant son départ programmé sur Paris puis Berlin où il devait rencontrer la chancelière Merkel et participer lundi à une réunion des ministres des Finances de la zone euro à Bruxelles.

La présumée victime — 32 ans — aurait déclaré à la police qu'elle était entrée dans la chambre la supposant vide et c'est là que DSK, sorti nu de la salle de bains, l'aurait agressée, tenté de la violer et verrouillé la porte pour l'empêcher de sortir. C'est là la version de la présumée victime. Quant au présumé coupable, jusqu'à hier après-midi, il s'est refusé à toute déclaration et son avocat a juste informé qu'il plaidera non coupable.

Ce n'est pas la première fois que DSK se trouve accusé d'agression sexuelle. Nommé à la direction générale du FMI en 2007 pour un mandat de 5 ans, dès 2008, il est l'objet d'une enquête interne au FMI pour abus de pouvoir, harcèlement sexuel et favoritisme suite à une liaison extra-conjugale qu'il aurait eue avec la responsable Afrique du FMI. Mais il finit par être innocenté de tous ces délits, le FMI lui reprochant cependant des erreurs de jugement, en l'occurrence le mélange vie privée et vie pro-

fessionnelle. Depuis, DSK semblait être très prudent et très vigilant mais cela n'a pas suffi au «préféré des Français» à gauche mais aussi par beaucoup de droite qui ne voyaient d'ailleurs pas en lui un «socialiste» mais un très bon économiste socio-libéral qui pouvait sauver l'Hexagone.

Cet engouement pour celui qui ne s'était pas encore prononcé sur sa candidature à la présidentielle de 2012 mais qui ne semblait faire aucun doute, est devenu le cauchemar du futur candidat Sarkozy que de nombreux sondages donnaient perdant face à DSK.

La crainte était si grande dans le camp de droite qu'il fallait absolument trouver des failles et on la lui trouva : dans une photo publiée par le *Parisien* de DSK à côté d'une Porsche, et qui a fait les choux gras des ténors de l'UMP qui ne manquèrent d'y trouver un futur candidat «bling-bling», même si la voiture haut de gamme ne lui appartenait pas.

Avec cette nouvelle affaire, même si elle n'est pas encore prouvée, la candidature à la présidentielle en France de DSK est plus que jamais compromise. Mais il n'y a pas que la présidentielle de 2012. Le poste même de directeur

général du FMI semble compromis.

Dès hier, certains en appelaient à la «provocation» : on aurait, disent-ils, fomenté cette «pseudo-agression». Qui serait l'organisateur de cette provocation ? Certains avancent des agents du FMI lui-même et d'autres le président français qui n'a jamais supporté que les Français lui préfèrent «quelqu'un qui est loin des terres françaises».

En attendant, la classe politique est sous le choc. A droite, certains comme Bernard Debré enfoncent le clou en déclarant DSK non fréquentable alors que d'autres manifestent plus de décence. La direction du PS est, quant à elle, sonnée par ce séisme et en appelle à la prudence : DSK est présumé innocent et il faut attendre en serrant les rangs à gauche, appelle Marine Aubry, la première secrétaire du PS. Celle qui peut naturellement tirer immédiatement profit des ennuis de DSK est Marine Le Pen qui n'a pas attendu pour déclarer hier matin que DSK n'a plus de crédibilité pour être candidat en 2012.

Cette histoire est venue, en effet, élargir encore le boulevard qui lui a été ouvert par Sarkozy il y a quelques mois déjà.

K. B.-A.

## MAROC

## Une manifestation pour les droits de l'homme réprimée

**Près de dix personnes ont été blessées hier lorsque la police marocaine a dispersé par la force une centaine de manifestants du Mouvement du 20 février qui voulaient se rassembler devant un centre de détention près de Rabat, dénonçant des violations des droits de l'homme.**

Tôt hier matin, un important dispositif policier avec des dizaines de fourgonnettes avait été mis en place sur le lieu où les manifestants du 20 février devaient se rassembler, avant de se diriger vers le centre de détention de Temara, au siège de la Direction de la surveillance du territoire (DST), les renseignements marocains. C'est la première fois que des manifestants, pour la plupart des jeunes du Mouvement du 20 février qui revendique des réformes politiques, tentaient de se rassembler devant ce centre.

Le 20 février, répondant à un appel lancé sur Facebook par de jeunes Marocains — eux-mêmes inspirés par l'exemple des Printemps arabes —, des dizaines de milliers de personnes étaient descendues dans les rues des villes marocaines pour réclamer plus de justice sociale et une évolution vers une monarchie parlementaire. Le 9 mars, le roi Mohammed VI a annoncé, à la surprise générale, une révision constitutionnelle qui sera soumise à référendum et prévoit la séparation des pouvoirs et un renforcement des pouvoirs du Premier ministre ainsi que du Parlement.

Hier dimanche, dans le cadre d'une journée d'action contre la détention secrète, le Mouvement du 20 février avait prévu d'organiser un pique-nique devant le centre de détention de Temara. «Par cette action pacifique, le Mouvement du 20 février revendique le jugement des responsables de la torture et des viola-

tions graves des droits de l'homme», avait indiqué le Mouvement dans un communiqué.

«Nous condamnons cette intervention violente», a déclaré à l'AFP Khadija Ryadi, présidente de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), après l'action musclée de la police pour disperser la manifestation et l'empêcher de s'approcher du centre de Temara. «C'est illégal car il s'agit d'un lieu public et la manifestation

était pacifique. L'Etat a peur que ce centre soit dévoilé», a-t-elle ajouté. Plusieurs ONG, comme Human Rights Watch (HRW) et Amnesty International, ont dénoncé des violations des droits de l'homme dans ce centre de détention. Dans un rapport publié le 25 octobre 2010, HRW affirmait que les personnes soupçonnées de terrorisme «sont détenues dans un centre secret près de Rabat, et sont maintenues au-delà des 12 jours de garde à vue autorisés par la loi contre le terrorisme» de 2003. Selon HRW, les agents de la DST «participent activement à l'incarcération des personnes soup-

çonnées de terrorisme, à leur détention et à leur interrogatoire».

Les personnes blessées lors de l'intervention policière hier ont été hospitalisées. «Un militant de la section du Mouvement à Salé (ville jumelle de Rabat), Saïd Idrissi, a été transporté à l'hôpital après avoir été blessé à la tête et au nez», a précisé un membre du Mouvement du 20 février. Selon le gardien d'un café près du lieu du rassemblement, «une fille a reçu un coup de matraque au ventre et a été également transportée à l'hôpital». Les militants du Mouvement du 20 février se sont ensuite dirigés vers le siège de l'AMDH où

une conférence de presse devait se tenir dans l'après-midi.

Hier, la police est également intervenue pour disperser par la force un rassemblement d'une centaine d'islamistes rassemblés devant le Parlement à Rabat, selon un journaliste de l'AFP.

Plusieurs milliers de personnes, principalement du Mouvement du 20 février, ont également manifesté à Marrakech pour protester contre le récent attentat meurtrier dans le cœur touristique de la ville et réclamer des réformes démocratiques, «meilleur moyen de lutter contre la violence», selon elles.

## PALESTINE

## La commémoration de la Nakba ensanglantée par des violences sans précédent

**La commémoration de la Nakba a été marquée hier dimanche par une mobilisation massive des Palestiniens et des violences sans précédent, faisant au moins huit morts et des centaines de blessés à Ghaza, en Cisjordanie et, pour la première fois depuis 1973, dans le Golan. Les incidents les plus graves ont eu lieu dans les zones frontalières de la Syrie et du Liban.**

L'armée israélienne a ouvert le feu en direction de manifestants palestiniens venus de Syrie qui avaient pénétré dans le Golan occupé, selon des sources sécuritaires israéliennes. Deux protestataires ont été tués et quatre grièvement blessés, ont rapporté des médecins. Il s'agit d'un des incidents frontaliers les plus graves entre les deux pays depuis la guerre israélo-arabe de 1973. L'armée israélienne a accusé le pouvoir syrien d'avoir «organisé cette manifestation violente pour tenter de détourner l'opinion mondiale de ce qu'il se passe dans ses villes» et qualifié cet acte de «très grave». Par ailleurs, six personnes ont été tuées par des tirs israéliens à la frontière liba-

naise au moment où des réfugiés palestiniens manifestaient du côté libanais pour commémorer la Nakba, l'exode des Palestiniens après la création de l'Etat d'Israël en 1948. Des milliers de réfugiés venus de différentes régions libanaises s'étaient rassemblés dans la localité frontalière de Maroun Ar-Ras, à un kilomètre de l'Etat hébreu. La tension est montée d'un cran lorsque des dizaines de jeunes manifestants ont franchi le cordon de l'armée pour s'approcher des barbelés, et ont commencé à lancer des pierres en direction des soldats israéliens de l'autre côté. Les soldats ont réagi en tirant sur les manifestants, selon les services de sécurité libanais. Dans les territoires palestiniens, plus de 90 Palestiniens ont été blessés dans le nord de la bande de Ghaza par des tirs de l'armée lors d'une marche en direction du terminal frontalier d'Erez, a-t-on appris auprès des services médicaux palestiniens. Un millier de manifestants se sont dirigés vers la frontière israélienne en dépit de tirs de semonce israéliens, selon un correspondant de l'AFP. Un jeune Palestinien a par ailleurs été tué par des tirs israé-

liens à l'est de la ville de Ghaza, selon des sources médicales qui n'ont pas été en mesure de préciser si sa mort était liée aux manifestations de la Nakba. D'autre part, au moins 17 Palestiniens ont été blessés lors de heurts violents au poste de contrôle de Kalandia (Cisjordanie), à l'entrée d'Al Qods occupée, et neuf autres à Hébron (sud de la Cisjordanie). Les affrontements se sont poursuivis tout l'après-midi à Kalandia, le principal point de passage entre la Cisjordanie et Jérusalem, selon des journalistes de l'AFP. A Tel-Aviv, un camionneur arabo-israélien de 22 ans a percuté en début de matinée un bus et au moins quatre véhicules, faisant un tué et au moins cinq blessés, selon la police. La police s'efforçait de déterminer s'il s'agit d'un accident ou d'un acte lié à l'anniversaire de la Nakba. La commémoration annuelle de la Nakba a été marquée par de nombreux incidents en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est annexée depuis vendredi, où un Palestinien de 16 ans est mort après avoir été atteint d'une balle dans le ventre, dans le quartier arabe de Silwan, au pied des remparts de la Vieille ville.